

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 23 Novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ROMI

112B Eugène Pottier
BP 72067
35000 Rennes

Références : UD35/2023-659

Code AIOT : 0005504530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 dans l'établissement ROMI implanté 5 rue du clos du noyer 35400 Saint-Malo. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI
- 5 rue du clos du noyer 35400 Saint-Malo
- Code AIOT : 0005504530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site du Clos noyer regroupe des activités de collecte de déchets apportés par des professionnels (2710-1 et 2710-2), de tri-transit regroupement de déchets non dangereux et dangereux (2713-1; 2714-1et 2714-1), de D3E (2711) ainsi que de démolition de moyens de transport dépollués (2712-3) et de traitement de déchets non dangereux (2791-1).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des prescriptions réglementaires
- Prévention des pollutions de l'eau
- Surveillance des émissions dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
7	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	/	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12 > I.	/	Sans objet
5	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.7	/	Sans objet
6	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	(rejet des effluents)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection aucune activité de démantèlement de bateau (2712-3 a) ou de broyage (2791) n'était en cours.

Il a également été constaté que certains constats avaient déjà fait l'objet de remarque lors de l'inspection réalisée le 26/02/21 comme la non identification des zones de stockage.

L'entretien des écoulements et des points de collectes des eaux pluviales n'est pas réalisé.

Le site est voué à être fermé sous 2 ans. Son activité sera transférée sur le nouveau site de Miniac Morvan. **L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que cela ne l'exonère en rien du respect plein et entier des prescriptions applicables jusqu'à cessation complète de l'établissement.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier Installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier Installation classée
Prescription contrôlée : - Le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;
Constats : L'exploitant tient un état des stocks et a fourni le plan de stockage des déchets. L'estimation des volumes in situ est complexe du fait de la configuration du site et des aires de stockages non matérialisées par des éléments fixes. Les volumes observés semblent cohérents avec le fichier d'état des stocks vu, lors de l'inspection. L'inspection a constaté 2 non correspondances entre le plan de stockage et la répartition sur le site : -Des batteries étaient stockées sur 2 emplacements différents (une proche de l'entrée l'autre conforme au plan contre le hangar).. -Des bennes vouées à la découpe étaient stockées en dehors des aires prévues à cet effet et gênaient l'accès au déshuileur situé à l'Est de la parcelle. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en concordance le plan et les aires de stockages.
Observations : L'inspection rappelle que les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques autorisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
Constats : Lors de la visite, l'inspecteur a constaté que : -dans une partie du hangar certains fûts et bidons n'étaient pas positionnés sur des rétentions. -Deux conteneurs pour batteries usagées étaient cassés et donc plus étanches. L'inspection demande à l'exploitant de se mettre en conformité avec le texte sus-cité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan fourni (mis à jour en mai 2021) ne fait pas apparaître de réseau de collecte séparatif. Les écoulements et les regards d'avaloirs sont correctement positionnés sur le plan mais la vanne d'isolement du réseau de collecte n'y figure pas. Le plan devra être mis à jour et transmis à l'inspection sous un délai de 2 mois. Les eaux sont collectées dans un débourbeur / déshuileur avant d'être envoyé vers le réseau urbain. Le jour de la visite l'inspection a également constaté que: -Les gouttières sont inopérantes car coupées en de nombreux points. -Le regard situé au niveau de la presse cisaille fixe était bouché. -Le caniveau captant les eaux d'écoulement de la partie Est du site était bouché. L'exploitant mettra en place une procédure d'entretien et de nettoyage de son site. L'inspection demande la remise en état des éléments de captage et d'écoulement des effluents. L'exploitant devra également mettre en place un réseau séparatif de collecte des eaux. Dans la mesure où le site a vocation à avoir une exploitation pérenne, l'inspection propose que les deux points ci-dessus fassent l'objet d'une mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 16 et 17 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a montré le tableau de suivi des analyses d'eau. Celui-ci faisait apparaître un dépassement des VLE aux niveaux des rejets d'hydrocarbure pour les échantillons du 21/12/22 et du 28/07/23. Le dernier rapport d'analyse, a bien été transmis post inspection comme cela avait été demandé. Celui-ci fait l'objet d'observation sur la qualité des échantillons reçus par le laboratoire qui remet en doute les résultats des mesures (échantillons congelés, température des échantillons à la réception non conforme à la NF EN ISO 5667-3, délais de mise en analyse supérieurs aux études de stabilité ou aux délais normatifs). L'IIC proposera au préfet de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser une nouvelle série d'analyses par un laboratoire en veillant à la qualité des échantillons afin de garantir la pertinence des résultats .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des sols
Prescription contrôlée : Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :- étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ;- capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple).
Constats : Le sol du site est couvert par des dalles en béton présentant des niveaux d'usures très disparates. Le regard situé au milieu des aires de stockage des métaux étant bouché, l'état des sols n'a pu y être observé du fait de la présence d'une grande « flaque » d'eau. L'exploitant fera parvenir à l'inspection des photos du sol de l'aire de stockage des métaux une fois la flaque d'eau résorbée. L'entrée des véhicules légers est fortement dégradée. L'exploitant doit veiller au bon entretien du site afin de prévenir tous risques de pollutions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport;
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a montré qu'un seul exutoire. Celui-ci était équipé d'une vanne manuelle d'isolement du réseau d'évacuation des eaux de ruissellement situé en amont du bac débourbeur / déshuileur situé à l'Est du site. Celle-ci n'était pas indiquée et son accès a nécessité la circulation entre des bennes HS en attente de découpage. La vanne était elle-même envahie par des cartons (déchets d'envol). L'IIC demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de dégager un chemin d'accès et de le matérialiser afin qu'il ne soit plus entravé,• de nettoyer le site et de réviser les procédures d'entretiens et de nettoyage du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
Constats : Les aires de réception, de transit / regroupement, de tri et de préparation ne sont pas clairement identifiées et délimitées. Il n'y a pas de repère permettant une estimation des volumes stockés. L'exploitant doit mettre en place des repères permettant l'identification (limite et nature des déchets) et la quantification des stockages. Cette situation ayant déjà fait l'objet de remarque lors de l'inspection du 26/02/21, l'inspection proposera au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription. L'inspection constate que les conditions de stockage et de tri de certains déchets ne permettent pas d'éviter <i>la dégradation des déchets et rendent difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée</i> : Des balles de cartons sont stockées sur des aires non couvertes pouvant les rendre impropres à une valorisation ultérieure. Les batteries sont stockées en extérieurs dans des bacs non couverts et non étanches (bacs cassés). Des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E : tel que des ballons d'eau chaude) sont présents dans le tas de métaux. L'exploitant doit veiller à respecter les conditions de tri et de stockage des déchets afin de pouvoir les orienter vers la filière de valorisation ou d'élimination la plus appropriée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : (rejet des effluents)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, rejet des effluents
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a montré le tableau de suivi d'entretien d'un débourbeur déshuileur. Celui-ci faisait apparaître un dernier entretien en date du 14/12/20. Après une recherche, l'exploitant a extrait de trackdéchet, le BSD des boues récupérées lors de son dernier nettoyage datant du 11/05/22 Post inspection l'exploitant a fournis le BSD pour l'intervention de nettoyage en date du 01/06/23
Observations : L'exploitant doit veiller à tenir à jour son tableau de suivi d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet